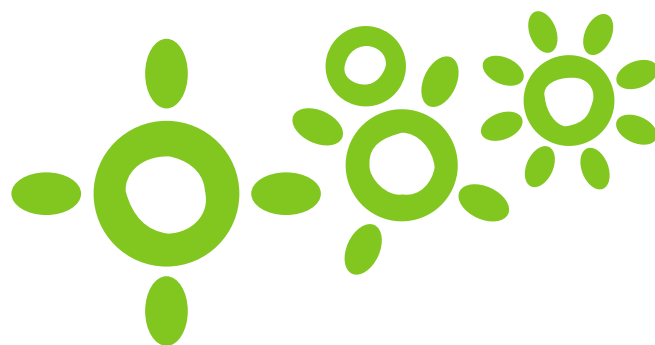




Rapport 2002/2003

Bureau international des droits des enfants
International Bureau for Children's Rights
Oficina Internacional de los Derechos del Niño

1185, rue Saint-Mathieu
Montréal (Québec) H3H 2P7 Canada

Téléphone: **(514) 932-7656**

Télécopieur: (514) 932-9453

Courriel: info@ibcr.org

www.ibcr.org



Le Président

Message du Président

Table des matières

- 2 **Message du président**
- 3 **Mission et objectifs du Bureau international des droits des enfants**
Le Tribunal international des droits des enfants
- 4 **Nouvelle programmation (2003-2006)**
Publications
- 5 **Rapport du directeur général**
- 6 **Quoi de nouveau au BIDE**
Lessons apprises en 2002-2003
- 7 **La promotion des droits des enfants**
- 8 **La protection des enfants contre l'exploitation sexuelle**
- 9 **La protection des enfants touchés par les conflits armés**
- 10 **Les enfants séparés**
- 11 **Les enfants victimes et témoins d'actes criminels**
- 12 **Rapport financier**
Remerciements



Sans aucun doute, 2002-2003 a été une année productive et riche de succès pour le BIDE, comme le démontrent l'engagement renouvelé des donateurs et des mécènes, les résultats obtenus dans le cadre des programmes et activités en cours et nouveaux, les nombreuses publications liées à ces résultats et la croissance continue du réseau de connaissance du BIDE.

Le BIDE a récemment obtenu le statut consultatif dans la catégorie spéciale du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Il s'agit là d'une reconnaissance du travail du BIDE et de notre capacité à effectuer des contributions significatives aux programmes de travail et

aux objectifs de l'ONU. Cela signifie également que le BIDE peut être appelé à servir d'expert technique, de conseiller et de consultant par les Gouvernements et le Secrétariat mais aussi à participer aux travaux de l'ECOSOC et de ses diverses instances (incluant le Comité des droits de l'enfant et la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale).

Le BIDE explore également des approches nouvelles et novatrices pour ses objectifs financiers, afin d'augmenter la visibilité du BIDE au sein de notre communauté et à l'étranger. Travaillant en équipe, le Conseil d'administration ainsi que les membres actifs, la direction et les bénévoles du BIDE se centreront sur la mise en place des nouveaux plans d'affaires, marketing et de collecte de fonds. Le BIDE développera également de nouveaux processus afin d'optimiser la visibilité du BIDE et de développer des relations à long terme avec ses membres et donateurs. Ceci inclut un bulletin d'information électronique trimestriel, un site Internet continuellement amélioré, des annonces régulières par courrier électronique et une présence réaffirmée dans le cadre de divers événements publics, ici comme à l'étranger.

Nous espérons que vous serez aussi enthousiasmés que nous le sommes par les résultats de l'an passé et ce qui nous attend. Nous vous invitons à nous rendre visite pour en découvrir plus sur le BIDE et son travail novateur.

Jean-Pierre Rosenczveig
Président

Conception visuelle et design graphique :
DeSève Proulx

Le tableau qui figure sur la page couverture du présent rapport est tiré de l'œuvre de l'artiste argentine Nora Patrich.

ISBN 0-9732840-4-8

Mission & objectifs

du Bureau international des droits des enfants

Incorporé au Canada en 1994 et reconnu en tant qu'organisme de charité en droit canadien, le Bureau international des droits des enfants (BIDE) est une organisation internationale non gouvernementale située à Montréal. Le conseil d'administration du BIDE est composé d'experts provenant du Canada et de l'étranger.

Le BIDE a pour mission de contribuer à la protection et à la promotion des droits de l'enfant. En poursuivant sa mission, le BIDE est guidé par les principes énoncés dans la *Convention relative aux droits de l'enfant* et dans les autres instruments internationaux. Les objectifs du BIDE sont :

- D'informer et de sensibiliser le public sur les droits des enfants ;
- De développer des stratégies dans le but de contrer les violations des droits des enfants ;
- D'appuyer les initiatives internationales, régionales et nationales visant à mettre en œuvre les droits des enfants ;
- De faciliter la coopération au sein de la communauté internationale.

Le Tribunal international pour les droits de l'enfant

La spécificité du BIDE provient en partie du Tribunal international des droits des enfants, créé en 1994 par les fondateurs du BIDE, la Juge Andrée Ruffo (Canada) et Bernard Kouchner (France). Ce « tribunal moral » fut créé à l'époque afin d'offrir un forum pour les témoignages publics et le partage des expériences, expertises et opinions, sur la base desquelles cinq juges représentant les cinq grandes régions du monde encouragent la communauté internationale à agir grâce à ses recommandations.

À la suite d'un processus de consultation ayant impliqué les juges et rapporteurs du tribunal, une réunion de consultation stratégique sur le Tribunal international des droits de l'enfant et son avenir se tint à New York en mai 2002, immédiatement après la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants. Outre des représentants de la direction et du Conseil d'administration du BIDE, cette réunion rassembla des membres du réseau de connaissance du BIDE, comprenant le président du Comité sur les droits de l'enfant de l'ONU, le directeur général de Casa Alianza, le vice-président d'ECPAT International et le président de Défense des enfants international. Cette consultation confirma qu'un certain nombre de questions et de défis importants demeuraient quant aux futures interventions du Tribunal. Ceux-ci comprennent, notamment : le concept de Justice (réactive contre proactive) et son expression à travers le Tribunal ; les règles de procédure du Tribunal, et ; le rôle d'un Tribunal moral à la lumière de l'émergence de la Cour pénale internationale et autres organes judiciaires officiels.

Bien que d'autres audiences ne soient pas prévues dans un avenir rapproché, les projets et activités en réponse aux recommandations du Tribunal sont permanentes et le BIDE continuera à explorer d'autres méthodes et opportunités d'intervention afin d'atteindre le plus haut niveau d'impact et de visibilité en menant à bien sa mission. ●

Bureau international des droits des enfants

Conseil d'administration 2002-2003

Dirigeants

PRÉSIDENT

Jean-Pierre Rosenczveig

Président, Tribunal pour Enfants de Bobigny
FRANCE

VICE-PRÉSIDENTE / DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Kaija Gertner

Directrice, Centre national des organisations
non-gouvernementales
LETONIE

VICE-PRÉSIDENT – DÉVELOPPEMENT DE LA PROGRAMMATION

Chris Sidoti

Consultant en droits humains
AUSTRALIE

TRÉSORIER

Daniel C. Préfontaine QC

Professeur de droit, Université
de Colombie-Britannique
CANADA

Administrateurs

Seno Cornely

Professeur, Université Catholique de Porto Alegre
BRÉSIL

Michael Jarman

Conseiller spécial, Forum international
sur le bien-être de l'enfant
ROYAUME-UNI

Rita-Félicité Sodjiedo Hounton

Directrice, Protection Judiciaire de l'Enfance
et de la Jeunesse
BÉNIN

Eugeen Verhellen

Professeur de droit, Université de Gand
BELGIQUE

Irwin Waller

Professeur de Criminologie, Université d'Ottawa
CANADA

Personnel

Jean-François Noël

Directeur général

Luc Ouimet

Directeur administratif

Vrej Atabekian

Chargé de programme

Wendy Ayotte

Chargée de projet

Berthilde Murorunkwere

Assistante administrative

Anne Saris

Consultante

Cecilia Thompson

Consultante

Maymuchka Lauriston

Consultante

Lise Préfontaine

Consultante

Marc Cheong

Consultant technique

Nouvelle programmation

Nouvelle programmation (2003-2006)

Publications du BIDE en 2002-2003

- **Enfants et conflits armés : Guide du droit international humanitaire et des droits de la personne (disponible uniquement en anglais)**
- **Synthèse et recommandations du Rapport global sur les dimensions internationales de l'exploitation sexuelle des enfants (disponible en anglais, français, portugais et espagnol)**
- **Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels (disponible en anglais, français et en espagnol)**
- **Déclaration de meilleure pratique: Enfants séparés au Canada (disponible en anglais et en français)**
- **Les droits des enfants victimes et témoins d'acte criminels: une compilation de dispositions sélectionnées tirées d'instruments internationaux et régionaux (disponible en anglais uniquement).**

Il convient de remarquer que, comme pour les précédentes publications du BIDE, ces publications sont disponibles auprès du BIDE ou téléchargeables en format PDF sur le site Internet du BIDE: www.ibcr.org

1. Enfants touchés par les conflits armés

- a. Diplomatie civile dans la CEI
- b. La diffusion de matériel de formation sur les droits des enfants touchés par les conflits armés
- c. Éducation à la paix et à la tolérance
- d. Mise en application du Plan d'action National arménien pour la protection des droits des enfants
- e. Assistance au Centre de ressource arménien sur les droits des enfants

2. Enfants victimes et témoins d'actes criminels

- a. Sensibilisation et diffusion des Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels
- b. Ateliers régionaux sur les Lignes directrices
- c. La traduction des Lignes directrices dans un langage adapté aux enfants

3. Les enfants séparés et le trafic des enfants, y compris pour des fins d'exploitation sexuelle

- a. Activités canadiennes
 - i. Focal Point sur les enfants séparés: le réseau canadien, la promotion des bonnes pratiques et la consultation avec les enfants et les jeunes séparés
 - ii. Livret pour les enfants séparés demandeurs du statut de réfugié au Canada
 - iii. Recherche sur le trafic des enfants au Canada
- b. Activités régionales: établissement d'un réseau sur les enfants séparés dans les Amériques
- c. Activités internationales: le développement de normes et de bonnes pratiques internationales à l'égard des enfants séparés

Le Directeur général

Rapport du Directeur général



En 2002-2003, le soutien financier du Gouvernement du Canada, du Gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal, ainsi que des communautés religieuses et autres généreux donateurs, a permis au BIDE de produire des résultats tangibles dans le domaine de la promotion et de la protection des droits des enfants et des adolescents se trouvant dans des situations particulièrement difficiles et plus particulièrement ceux touchés par les conflits armés, les enfants et adolescents victimes d'exploitation sexuelle, les enfants séparés et les enfants témoins et victimes d'actes criminels.

Ce soutien a également permis au BIDE de partager ses résultats à l'échelon local, canadien et international : au cours de la dernière année, le BIDE a participé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants (New York, mai 2002) et à la réunion d'experts sur l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (Stadtschlaining, février 2003). Nous avons également organisé un atelier international portant sur les enfants témoins et victimes d'actes criminels (Montréal, décembre 2002) ainsi que la première réunion nationale du réseau canadien pour les enfants séparés (Toronto, février 2003).

Pour le BIDE, 2002-2003 fut une année riche en publications, au nombre desquelles figurent les *Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels*. Ces lignes directrices sont le fruit de deux années de consultation avec des ONG, des représentants gouvernementaux, des avocats criminalistes et d'autres experts en provenance de nombreux pays. Elles sont également le résultat de recherches portant sur les bonnes pratiques, les lois, les protocoles et autres mesures adaptées à l'enfant. Dans le cadre de ce même projet, le BIDE a également publié en 2002-2003 un document intitulé *Enfants témoins et victimes d'actes criminels – une compilation de dispositions sélectionnées des instruments régionaux et internationaux*. D'autres publications récentes incluent la Déclaration de meilleure pratique pour les enfants séparés au Canada et *Enfants et conflits armés : Guide du droit international humanitaire et des droits de la personne*. Celles-ci, et d'autres publications du BIDE, sont disponibles sur demande ou peuvent être téléchargées sur notre site Internet.

Vous découvrirez d'autres informations détaillées sur nos projets dans ce rapport. Nous espérons que ces éléments vous seront utiles et vous invitons à nous contacter et à venir visiter notre nouveau site Internet à www.ibcr.org



Jean-François Noël
Directeur général

Quoi de neuf au BIDE

Un nouvelle approche pour l'avenir

Leçons appries en 2002-2003

Au nombre des leçons apprises dans le cadre de la mise en oeuvre du programme précédent, Nous notons :

- **L'importance d'une approche proactive ;**
- **L'importance de la consultation avec d'autres ONG, nationales ou internationales, et d'autres institutions, y compris sur des questions sensibles affectant le développement institutionnel (par ex. le processus d'évaluation du Tribunal international des droits des enfants) ;**
- **Le besoin de rationaliser la documentation et la diffusion des bonnes pratiques.**

Dans un effort visant à rehausser la visibilité du BIDE au sein de notre communauté et sur la scène internationale, le BIDE a adopté une nouvelle approche visant l'atteinte de ses objectifs financiers.

Travaillant en équipe, le Conseil d'administration ainsi que les membres actifs, la direction et les bénévoles du BIDE se centreront sur la mise en place des nouveaux plans d'affaires, de marketing et de collecte de fonds.

En bref, le nouveau plan d'affaires du BIDE tend à établir une nouvelle approche de la collecte de fonds. La sollicitation des entreprises et fondations, le développement de la base des membres du BIDE et l'organisation d'événements de collecte de fonds spéciaux serviront à financer l'essentiel du budget de fonctionnement du BIDE. Par ailleurs, le BIDE poursuivra ses relations actuelles avec les communautés religieuses au Canada, dont l'appui généreux a rendu possible le financement de ses activités depuis sa création.

Les outils marketing représentent un facteur important pour le développement des relations à long terme avec nos membres et donateurs. C'est pourquoi nous sommes à développer de nouveaux procédés visant à rehausser la visibilité du BIDE :

- Un bulletin d'information électronique trimestriel sera créé ;
- Le BIDE continuera d'améliorer son site Internet bilingue (anglais et français) qui présente un nouveau look tout en offrant un environnement plus accessible et ergonomique, accueillant ceux qui veulent en savoir plus sur les droits de l'enfant et les travaux du BIDE. Le contenu du site Internet a également été grandement amélioré et de nouvelles informations sont ajoutées de manière continue ;
- Des annonces (nouvelles, événements, publications et plus encore) seront distribuées par courriel de façon régulière ;
- Le BIDE sensibilisera sa communauté en participant et en organisant des événements spéciaux. ●

Promotion des des droits de l'enfant

Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants (mai 2002)

Trois membres de la direction et cinq membres du Conseil d'administration du BIDE ont participé à la session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants qui s'est tenue à New York du 8 au 10 mai 2002. Outre la participation du BIDE aux diverses activités de la session extraordinaire, cet événement historique a également offert des opportunités de réseautage avec d'autres ONG, nationales ou internationales, des agences intergouvernementales et des gouvernements.

Le BIDE a également participé à la consultation informelle avec les ONG en matière de développement international organisée par la Sénatrice Landon Pearson, dans le cadre tant de la préparation que du suivi de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants. Le BIDE contribue également sur une base continue au développement du Plan d'action du Canada en réponse à la déclaration (Un monde digne des enfants) adoptée au terme de la Session extraordinaire de l'ONU.

Promotion des droits de l'enfant au Mexique

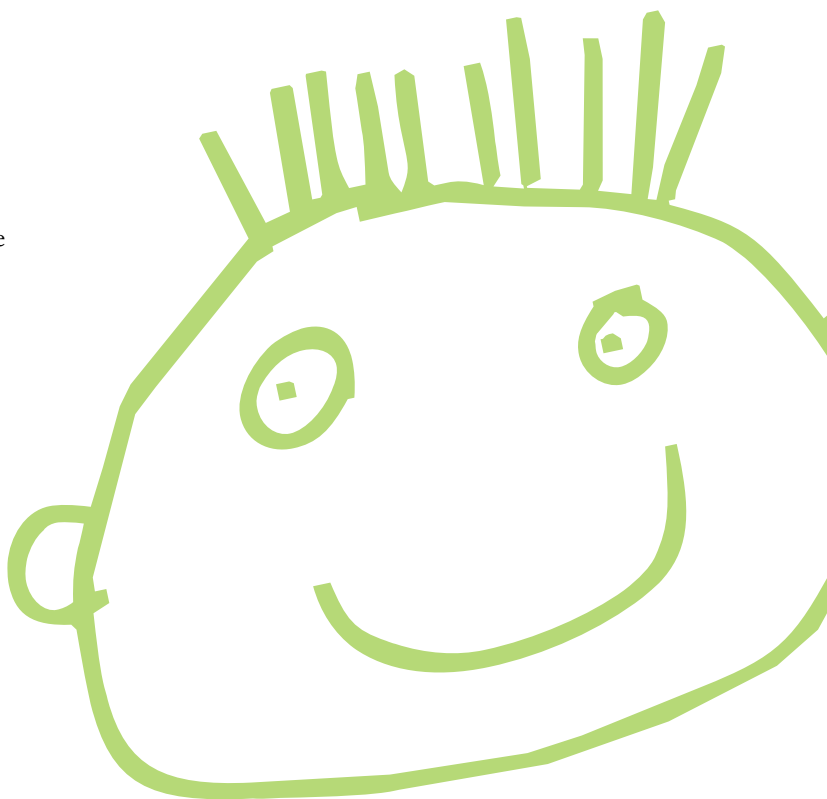
En 2002-2003, la collaboration croissante entre le BIDE et les principales organisations gouvernementales et non-gouvernementales du Mexique a conduit au développement de nouvelles opportunités pour le BIDE en termes de promotion de son approche fondée sur les droits et le partage des connaissances, de l'expertise et des bonnes pratiques.

Travail de sensibilisation sur les droits de l'enfant

Voix d'enfants – Production d'un CD audio par des enfants canadiens

Au début 2002-2003, le BIDE a collaboré avec *L'Atelier Radio Enfant inc.* afin de produire un CD audio contenant des messages d'enfants canadiens en soutien des enfants vivant dans des situations difficiles de par le monde. À cet effet, le BIDE a produit un rapport complet sur les situations particulières de vulnérabilité des enfants, distribué aux enseignants en préparation du CD, publié en 2002-2003.

Chaque année, le BIDE participe activement à des événements spéciaux comme la Fête des Enfants de Montréal organisée par la Ville de Montréal ou encore la Journée mondiale pour la prévention des abus envers les enfants. Grâce à ces événements, le BIDE contribue au partage des connaissances et la sensibilisation du public sur les droits de l'enfant tout en attirant l'attention sur la mission et les activités du BIDE. ●



Exploitation sexuelle des enfants

Diffusion et suivi du Rapport global sur les dimensions internationales de l'exploitation sexuelle des enfants

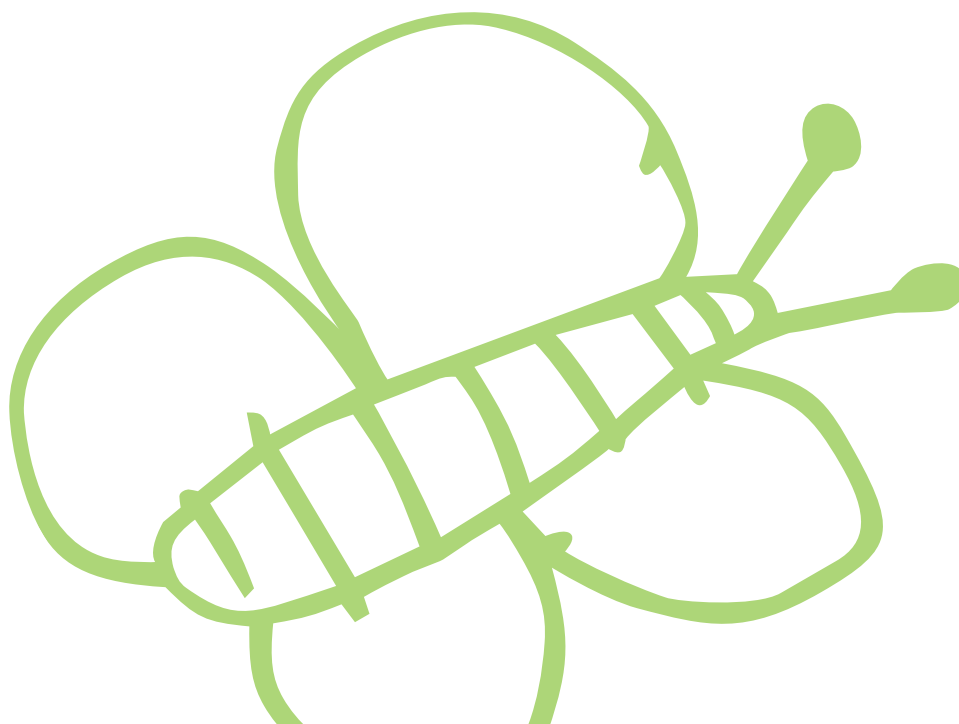
En 2002-2003, le BIDE a poursuivi la diffusion des versions anglaise et française de son Rapport global sur les dimensions internationales de l'exploitation sexuelle des enfants, lequel contient les conclusions et recommandations du Tribunal international des droits des enfants suite aux audiences de Paris (France, 1997), Fortaleza (Brésil, 1999) et Colombo (Sri Lanka, 1999).

Partage d'informations avec la communauté internationale

Afin d'élargir davantage la portée du Rapport global et en réponse aux demandes des partenaires existants et autres membres du réseau de connaissance du BIDE, nous avons finalisé la production des versions espagnole et portugaise de la synthèse du Rapport global, du texte intégral des Recommandations ainsi qu'un questionnaire portant sur le Rapport global. Du fait même, le BIDE s'est doté d'une base de données terminologique en français, en anglais, en espagnol et en portugais, couvrant la terminologie utilisée dans le Rapport global sur les dimensions internationales de l'exploitation sexuelle des enfants.

Publications

Une nouvelle publication contenant une synthèse ainsi que les recommandations du Rapport global sur la dimension internationale de l'exploitation sexuelle des enfants a été diffusée en 2002-2003 en quatre langues (anglais, français, portugais et espagnol). ●



Enfants touchés par les conflits armés

Diffusion, suivi et évaluation du Rapport Colchester

En 2002-2003, le BIDE a produit un questionnaire afin d'évaluer l'impact du *Rapport Colchester*: *Garantir les droits des enfants dans le contexte des conflits armés* ainsi que les progrès réalisés en regard de la mise en pratique de ses Recommandations. En dépit du nombre limité de réponses, les résultats ont tout de même été utilisés pour évaluer l'impact du Rapport Colchester sur les questions et les politiques concernant les enfants affectés par la guerre, évaluer l'efficacité du processus des audiences et fournir une projection des activités futures à mettre en place par le BIDE dans le domaine des enfants touchés par les conflits armés.

Coopération avec la communauté internationale

Plan national d'action pour les enfants (Arménie)

En 2002-2003, donnant suite à une demande expresse du Gouvernement arménien (ministère des Affaires étrangères), le BIDE a accepté de participer au développement et à la mise en oeuvre du Plan d'action national arménien pour la protection des droits des enfants.

Membre du comité de direction du Groupe de travail canadien sur la situation des enfants dans les conflits armés du Comité coordinateur canadien pour la consolidation de la paix

En 2002-2003, le BIDE a renouvelé sa participation et son soutien au Groupe de travail canadien sur la situation des enfants dans les conflits armés, participant activement aux échanges d'informations entre les membres du Groupe et fournissant, sur demande, des informations sur la situation des enfants dans plusieurs pays, sur les ressources et expertises disponibles dans le domaine des enfants affectés par les conflits armés, etc.

Programme d'éducation des enfants à la paix et à la tolérance

En 2002-2003, le BIDE a lancé un projet de kit éducatif sur l'éducation à la paix et à la tolérance. Suivant les recherches de fond effectuées par l'équipe du BIDE afin d'identifier les sujets à inclure dans le package éducatif, les professeurs Emanuel Agius (Université de Malte) et Jolanta Ambrosewicz (Université Jagellonian, Pologne) ont développé la composante internationale du kit éducatif, qui sera bientôt publiée.

Diplomatie civile: Dialogue au-delà des frontières

En 2002-2003, le BIDE a lancé le développement d'un projet visant l'organisation et la tenue de réunions/échanges entre les enfants et adolescents de sociétés divisées afin de débattre des problèmes communs et rechercher des solutions.

Publications

Le BIDE a récemment publié un guide sur les enfants affectés par les conflits armés intitulé: *Children and Armed Conflict, A guide to International humanitarian and human rights law (Enfants et conflits armés: Guide du droit international humanitaire et des droits de la personne)*, par Mme Rachel Harvey. Il s'agit d'un projet commun avec le *Children and Armed Conflict Unit* (Université d'Essex, Royaume-Uni). Cette publication est le résultat de sessions de formation organisées par le BIDE pour les membres du Tribunal international des droits des enfants en septembre 2001 à Sarajevo, Bosnie-Herzégovine. ●

Enfants séparés

Focal Point sur les enfants séparés

En 2002-2003, le BIDE a développé un nouveau projet afin de : améliorer la protection des enfants séparés (d'abord au Canada puis sur le continent américain) et promouvoir leurs droits dans le domaine des procédures d'immigration et pour les réfugiés, les soins, la santé, l'éducation, la détention et le travail (trafic) des enfants ; établir un Focal Point au Canada comme un premier pas vers un réseau interaméricain servant de « chien de garde » pour les enfants séparés et développer des stratégies de changement et de coopération dans la région (en se fondant sur l'expérience du Programme sur les enfants séparés en Europe) ; développer une connaissance régionale de la situation des enfants séparés et en particulier des enfants victimes de trafic ; et développer des stratégies pour mettre en place une consultation constructive avec les enfants séparés.

Partage des informations et des études

Lors de la première année de sa mise en application, le projet a généré intérêt et soutien. Il a également contribué à créer des partenariats stratégiques et à la mise en place d'un réseau pour les enfants séparés, en collaboration avec le Conseil canadien pour les réfugiés, la Ligue pour le bien-être des enfants du Canada, le Service social international Canada (SSI Canada), Aide à l'enfance Canada, SCION (Separated Children Intervention and Orientation Network – Colombie-Britannique) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Ce réseau est composé d'organisations et d'individus oeuvrant dans différentes sphères avec les enfants séparés au Canada. Outre la création de ce réseau, le Focal Point sur les enfants séparés a produit des résultats encourageants, incluant la *Déclaration de meilleure pratique : Enfants séparés au Canada*. Le BIDE espère assister à l'identification de bonnes pratiques et à l'élaboration de normes internationales concernant les enfants séparés, susceptibles de servir de guide pour le Comité des droits de l'enfant (ONU) lors de l'évaluation des rapports des états membres en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Publications

En 2002-2003, le BIDE a publié la *Déclaration de meilleure pratique : Enfants séparés au Canada*, (disponible en anglais et en français) qui a pour objet de présenter un rapport fidèle des politiques et des pratiques nécessaires afin d'appliquer et de protéger les droits des enfants séparés au Canada, dès le moment où un enfant arrive jusqu'à la prise d'une décision à long terme au mieux de ses intérêts. Ce document se fonde sur 11 principes directeurs inspirant l'ensemble du document et comporte des références substantielles aux instruments régionaux et internationaux protégeant les droits des enfants séparés. Elle contient également en annexe des références à la législation canadienne relative au sujet.

De plus, la première ébauche d'une brochure sur les enfants séparés déposant une demande pour le statut de réfugié au Canada a été préparée (en anglais comme en français) afin de répondre aux besoins de nombre d'enfants séparés en provenance de plus de 60 pays de par le monde qui arrivent au Canada afin d'y trouver asile. La brochure pour les enfants séparés demandant le statut de réfugié au Canada a comme objectif de fournir aux enfants, dans un langage simple, clair et adapté, des informations relatives au processus d'obtention du statut de réfugié, aux professionnels adultes qu'ils rencontreront, à leurs droits généraux et aux organisations susceptibles de les aider dans chaque province. ●

Enfants victimes et témoins de crime

Mise en pratique des Recommandations du Rapport global : Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels

L'objectif principal de ce projet permanent pour 2002-2003 était de finaliser l'élaboration d'un ensemble de Lignes directrices en matière de justice pour les enfants témoins et victimes d'actes criminels. Les lignes directrices ont été élaborées par le BIDE, en coopération avec un Comité d'experts internationaux indépendants dans les domaines des droits des enfants, du droit pénal, et de la victimologie.

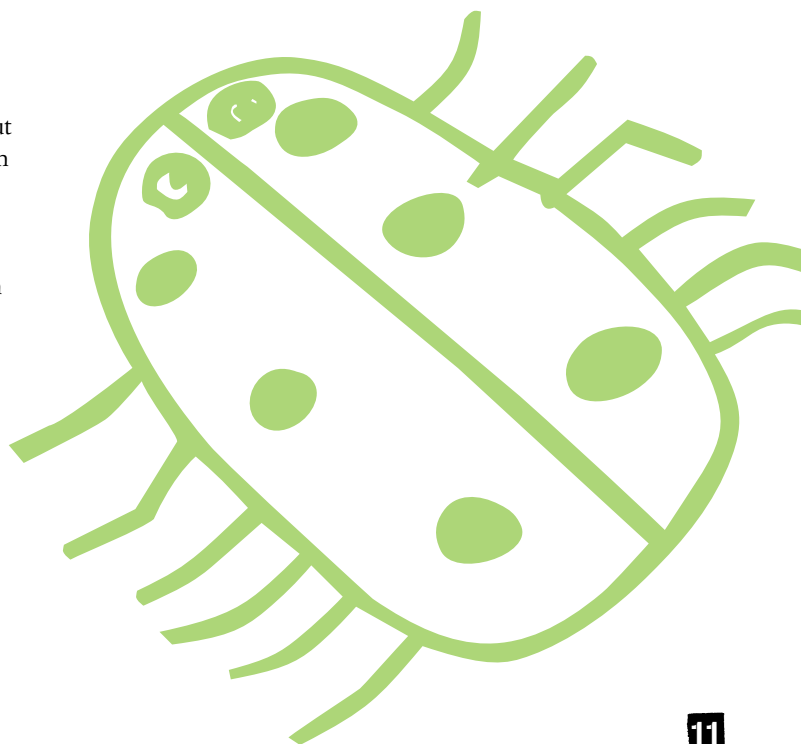
Partage des informations et des études

Deux réunions du Comité d'experts se sont tenues en 2002-2003 afin de finaliser le projet des Lignes directrices : la première prit place à Vienne en avril 2002 et la seconde se tint à Montréal en décembre 2002, dans le cadre de l'atelier international consacré aux Lignes directrices.

Le BIDE a continué à développer son réseau de connaissance et à partager avec lui ses résultats dans le domaine des enfants témoins et victimes d'actes criminels. Ainsi, le BIDE a : participé à la neuvième session plénière de l'ISPAC (Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale), qui s'est tenu au début décembre 2002 à Courmayeur, en Italie ; organisé un atelier international sur les Lignes directrices à Montréal en décembre 2002 ; et pris part à la réunion d'experts sur l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à Stadtschlaining, en Autriche, en février 2003. Les résultats de cette dernière réunion ont d'ailleurs été présentés en mai 2003 lors de la 12^{ème} session de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à Vienne, en Autriche.

Publications

Outre les *Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels*, le BIDE a récemment publié un document intitulé « Les droits des enfants témoins et victimes d'actes criminels : Une compilation de dispositions sélectionnées des instruments régionaux et internationaux ». Première du genre, cette compilation rassemble les normes et principes pertinents relatifs aux droits des enfants témoins et victimes d'actes criminels et cristallise les résultats d'une étude complète initiée par le BIDE dans ce domaine en vue de l'élaboration des Lignes directrices. ●

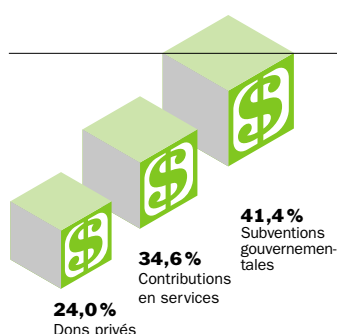


Rapport financier

États financiers 2002-2003

Le budget du Bureau international des droits des enfants pour la période 2002-2003 a été de CAD \$755,326.

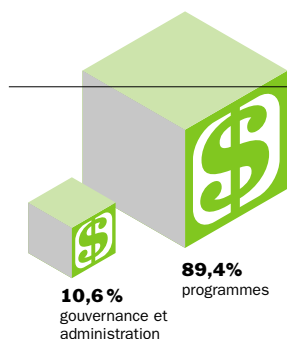
Le surplus des revenus sur les dépenses au 31 mars 2003 s'élevait à CAD \$18,978.



Revenus

Du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003

Pour la période 2002-2003, l'activité du Bureau a été rendue possible grâce aux dons du secteur privé (24,0 %) aux subventions gouvernementales (41,4 %), et aux contributions en services (34,6 %) totalisant des revenus de CAD \$755,326.



Dépenses

Du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003

Les dépenses relatives à la gouvernance et à l'administration se sont élevées à CAD \$78,129 tandis que des ressources de CAD \$658,219 ont été consacrées au développement des programmes. Au total, les dépenses se sont élevées à CAD \$736,348

Daniel C. Préfontaine, QC, Trésorier

Vérificateur:

Benoît et compagnie,
s.e.n.c, comptables agréés

Remerciements

Le travail du Bureau international des droits des enfants a été rendu possible grâce aux généreuses contributions des donateurs suivants:

Agence canadienne de développement international	Sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles
Augustines de la Miséricorde de Jésus	Sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice
Congrégation du Très Saint-Sacrement	Sœurs de Notre-Dame des Missions
Congregation of the Presentation	Sœurs de Notre-Dame du Bon-Conseil
Dominicaines de la Trinité	Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire
DynaCharge Laser Inc.	Sœurs de Sainte-Anne
Editions Yvon Blais	Sœurs de Sainte-Croix
Filles de Jésus	Sœurs de Saint-François d'Assise, Charlesbourg
Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus	Sœurs de Saint-François d'Assise, Montréal
Filles de la Sagesse, Alberta	Sœurs de Saint-Joseph, Hamilton
Filles de la Sagesse, Ontario	Sœurs de Saint-Joseph, Pembroke
Filles de Marie de l'Assomption	Sœurs de Saint-Joseph, Peterborough
Filles de Sainte-Marie de la Présentation	Sœurs de Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe
Fondation Émilie-Jauron	Sœurs de Saint-Joseph, Saint-Vallier
Grey Nuns Regional Center	Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul
Institut des Filles Réparatrices du Divin-Cœur	Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie
Institut Jeanne d'Arc	Sœurs du Bon Pasteur
La Compagnie de Jésus	Sœurs du Sauveur
Les Oeuvres Le Royer	Sœurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception
Ministère de la Justice - Canada	Sœurs Grises, Montréal
Ministère de la Famille et de l'Enfance - Québec	Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph
Ministère des Relations Internationales - Québec	Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception
Missionnaires d'Afrique	Sœurs Missionnaires de Notre-Dame des Anges
Missionnaires Oblates de Saint-Boniface	Sœurs Ursulines, Bruno
Moniales Carmélites Déchaussées	Sœurs Ursulines, Lorretteville
Petites Franciscaines de Marie	Sœurs Ursulines, Québec
Quadriscan	Stikeman Elliott
Régie régionale de la Santé et des Services sociaux - Québec	Ville de Montréal
Ressources humaines et développement Canada	Unicef Arménie
Servantes de Notre-Dame	
Servantes du Saint-Cœur de Marie	
Servantes du Très Saint-Sacrement	
Sisters of Mercy of Newfoundland	
Sisters of Saint Matha, Antigonish	
Sisters of Saint Matha, Charlottetown	
Sisters of the Instruction of the Child Jesus	
Société de Marie-Réparatrice	
Sœurs Auxiliatrices	
Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge	
Sœurs de la Charité, Notre-Dame d'Evron	
Sœurs de la Charité, Ottawa	
Sœurs de la Charité, Québec	
Sœurs de la Charité de Saint-Louis, Lévis	
Sœurs de la Congrégation Notre-Dame, Darmouth	
Sœurs de la Congrégation Notre-Dame, Montréal	
Sœurs de la Miséricorde	
Sœurs de la Présentation	
Sœurs de la Présentation de Marie, Montréal	
Sœurs de la Présentation de Marie, Sherbrooke	
Sœurs de la Présentation de Marie, St-Hyacinthe	
Sœurs de la Providence de Saint-Vincent-de-Paul	
	Donateurs individuels
	Jean De Sève
	Louise Gagné
	Jean-François Noël
	Gaëtan Proulx
	François Riguet

Le BIDE a la chance et le privilège de pouvoir compter sur des professionnel(le)s, stagiaires et étudiant(e)s qui lui offrent leurs services à titre bénévole. Grâce à eux et une organisation simple et efficace, le BIDE est en mesure de réduire au minimum ses coûts administratifs.

Note: Les états financiers et le rapport du vérificateur sont disponibles au secrétariat général.